

COVID-19

Brésil, Equateur, Burkina Faso, Drom...

Politiques néolibérales, misère sociale, systèmes de santé insuffisants

Les femmes et les peuples paient les conséquences de l'épidémie

Brésil

Le Brésil compte aujourd'hui plus de 12 000 malades, une situation plus qu'inquiétante compte tenu du niveau sanitaire du pays, des difficultés et de la misère sociale de sa population.

Nos camarades de l'organisation de femmes Olga Benario dénoncent avec force Bolsonaro et sa politique criminelle de négation de la menace, de démobilisation du peuple brésilien, d'attaques contre les médecins et les scientifiques. Une politique qui a achevé de le discréditer complètement aux yeux du peuple. De fait c'est aujourd'hui Braga Netto, chef de cabinet de la présidence de la République, qui prend les choses en main : Braga Netto, général, ancien chef d'Etat Major, est le quatrième militaire de haut rang parmi les ministres qui occupent le sommet du pouvoir.

Les concerts de casseroles quotidiens dénoncent avec force ce gouvernement qui, après avoir mené une politique libérale, d'austérité et d'attaques contre les droits des travailleurs et les libertés démocratiques, se montre aujourd'hui incapable de faire face à cette crise sanitaire.

La lutte contre la pandémie ne passera pas par le gouvernement. Ce sont les organisations populaires qui prennent les choses en main : le Mouvement de lutte dans les quartiers, villages et bidonvilles (MLB), le Mouvement des femmes Olga Benario et l'Union de la jeunesse révolutionnaire (UJR) et ont décidé de monter une campagne avec des brigades de solidarité dans les quartiers pauvres.

« Les conditions d'une longue quarantaine, pour une grande partie de la population brésilienne, sont très difficiles. Des millions de Brésiliens vivent dans la précarité, n'ont pas accès à l'eau potable, sont au chômage ou occupent des emplois informels qui les obligent à quitter quotidiennement leur foyer pour survivre. (...) Nous comprenons que c'est le rôle des militants sociaux d'organiser la solidarité, par le biais de brigades, dans les quartiers les plus pauvres. Nous avons profité du mois de mars pour, en plus de la surveillance de la quarantaine, organiser l'action des mois à venir : transporter les malades, assurer l'alimentation, prévenir les coupures d'eau et d'électricité, apporter une aide dans les hôpitaux et postes de santé de campagne » nous disent nos camarades de l'Organisation de femmes Olga Benario.

Equateur

L'épidémie de Covid 19 révèle au grand jour les dysfonctionnements du pays et de son gouvernement. Une politique ultralibérale de restrictions budgétaires sur la santé, l'éducation, une casse des droits des travailleurs, un chômage en expansion et une précarisation galopante.

Une politique qui met en lumière l'incapacité totale du pouvoir à faire face. **Nos camarades de « Mujeres por el cambio »** d'Equateur nous ont fait parvenir des éléments de la situation dramatique que vit le peuple équatorien face à cette pandémie : hôpitaux en ruine, services sanitaires et funéraires débordés, absences de protections, licenciements massifs... **Elles organisent l'information, le soutien de la population des quartiers face à cette crise.**

Des concerts de casseroles pour scander «La vie avant la dette» exigent un moratoire de la dette et l'utilisation de cet argent pour la population.

Les organisations populaires, syndicats, CONAIE (Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur), le Front Populaire et la FUT (Fédération Unie des Travailleurs) s'organisent pour affirmer leur solidarité avec tous les travailleuses et les travailleurs engagés dans la survie de la population et pour exiger des mesures urgentes de la part du gouvernement pour protéger la santé et assurer la nutrition de la population.

Burkina Faso

Situation sanitaire et coronavirus : c'est le pays le plus touché de l'Afrique de l'Ouest ; l'état d'urgence sanitaire a été décrété.

La propagation du virus aggrave une situation sanitaire déjà défectueuse : structures sanitaires vétustes, déjà saturées, manque de matériel de protection, de ventilateurs et de lits en réanimation... Les syndicats de médecins et des agents de santé tirent la sonnette d'alarme.

Nos camarades de Kebayina nous écrivent :

« De façon globale, il y a des sensibilisations qui sont faites dans les médias (radios, télévisions, téléphones portables) et de plus en plus de personnes sont informées des mesures barrières. Les gens essaient plus ou moins de les mettre en pratique. L'un des gros problèmes concerne la fermeture des marchés. Beaucoup de petits commerçants, surtout des femmes, sont dans le secteur informel et vivent au jour le jour avec les gains de leurs activités journalières. Des distributions de vivre sont organisées pour diminuer un peu les problèmes de fermeture des marchés. Mais beaucoup de problèmes demeurent ; une grande majorité des populations se ravitaillent dans les marchés. Du coup les rues deviennent de fait des marchés. Il y a également beaucoup de quartiers non lotis où il n'y a ni eau ni électricité. Les difficultés pour respecter les mesures sont réelles. Comment se laver régulièrement les mains si on n'a pas suffisamment d'eau ? L'eau est rendue gratuite dans les fontaines publiques où beaucoup, en particulier ceux des quartiers non lotis, se ravitaillent ; mais l'affluence est telle que certains peuvent passer la journée sans pouvoir s'en procurer. Il y a beaucoup d'inquiétude à se faire... »

Tous les rassemblements et manifestations sont interdits jusqu'à fin avril. Cette mesure de prévention de la propagation du virus arrive dans un pays où la grogne sociale se fait entendre dans les rues depuis plusieurs mois.

Le 7 mars dernier, des milliers de travailleurs ont marché dans plusieurs villes du pays, à l'appel des organisations syndicales dont la Confédération générale du travail (CGT-B), pour réclamer la suppression de l'IUTS (Impôt Unique sur les Traitements et Salaires). Un impôt déjà appliqué au secteur privé mais contesté car là non plus, le gouvernement ne touche pas à l'évasion fiscale qui coûterait, en effet, chaque année au Burkina Faso, plusieurs centaines de milliards de francs CFA.

De nombreuses femmes, enseignantes ou soignantes, y ont participé.

Tout au long de 2019, la grogne sociale a fait rage. Le gouvernement a dû faire face à des contestations sociales tous azimuts, notamment dans le secteur de la santé où, durant de longs mois, les hôpitaux publics ont tourné au ralenti en raison d'une grève des agents pour protester contre leurs conditions de vie et de travail.

DROM

Si l'épidémie n'a pas pris l'ampleur qu'elle a aujourd'hui en Europe, les hôpitaux et structures sanitaires dans les DROM sont loin d'être à la hauteur des besoins.

La Guyane et Mayotte en particulier font figure de parents pauvres, avec respectivement 35 et 14 lits d'hôpital pour 100 000 habitants, soit 2 et 4 fois moins qu'en France. Mayotte compte 16 lits de réanimation, la Guyane 38.

La Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, quoique mieux dotées, restent inférieures au niveau français, dont le coronavirus a pourtant révélé au grand jour l'insuffisance.

2 porte-hélicoptères ont été dépêchés aux Antilles-Guyane et à Mayotte-Réunion dans le cadre de l'opération « Résilience ».

Une situation d'autant plus inquiétante que les populations cumulent les facteurs à risque : hypertension, obésité, diabète.

Populations fragilisées, pénurie de matériel, pénurie de personnels, tous les marqueurs sont au rouge et là aussi ce n'est pas faute d'avoir prévenu !

Des collectifs et des syndicats de soignants interpellent depuis des semaines le gouvernement sur l'urgence de la situation, des élus locaux font de même.

Il aura fallu attendre le 31 mars pour que le gouvernement autorise enfin par décret le renfort de médecins cubains en Guadeloupe et Martinique (une demande qui date de l'été dernier, bien avant la crise du coronavirus).

Depuis des mois la Guadeloupe subit des coupures d'eau quotidiennes, certains quartiers ne sont plus du tout alimentés : des coupures dues à une gestion catastrophique, à un réseau de distribution vétuste et pas du tout entretenu par le fournisseur, Véolia.

Les bananeraies continuent de tourner, au mépris de la santé des ouvriers agricoles : chlordécone hier, Covid 19 aujourd'hui, la santé pèse peu au regard des profits de la caste Béké.

En Martinique, le CNCP dénonce la poursuite du travail et appelle les ouvriers à rester chez eux : « Nous appelons nos compatriotes à faire prévaloir le principe de précaution, à rester chez eux garantir la survie de leur famille et de leur peuple. Le moment viendra où ce peuple Martiniquais

demandera des comptes aux empoisonneurs, aux scélérats qui profitent de la crise pour augmenter abusivement les prix, à l'Etat colonial et à ses complices. »

L'Union générale des travailleurs de Guadeloupe déposé un référé devant le tribunal administratif, et a obtenu gain de cause : le juge a ordonné à l'ARS et au CHU de Guadeloupe de passer commande de tests de dépistage et de chloroquine.

La même démarche a été faite en Martinique par l'Assaupamar, organisation écologiste, la CSTM (Centrale syndicale des travailleurs martiniquais) et un certain nombre d'avocats.